

**Espaces et sociétés (post-)soviétiques à l'épreuve de la guerre :
ruptures, traumatismes, reconstructions**

Journées d'étude du Groupement de recherche Empire russe, URSS et monde post-soviétique (GDRus)

Appel à communications

Paris, 2 – 3 février 2023

Jules Sergei Fediunin — Anastasia Kozyreva — Kevin Limonier —
Coline Maestracci — Hanna Perekhoda — Daria Petushkova

Ces Journées d'étude du GDRus invitent les spécialistes francophones issus de toutes les disciplines en sciences humaines et sociales à engager une réflexion collective autour des problématiques de la guerre dans les espaces de l'ancien Empire russe et de l'ex-Union soviétique. Le phénomène de la guerre est compris à la fois comme objet d'étude, obstacle à la recherche et déclencheur de changements sociaux, politiques ou culturels.

L'invasion de l'Ukraine, décidée par le régime de Vladimir Poutine en février 2022, incite les chercheurs à (re)penser la guerre et ses répercussions sur les sociétés concernées, à s'interroger sur la production et la diffusion des savoirs dans ce contexte et à entamer une réflexion profonde sur les schémas conceptuels qui structurent nos champs de recherche. En effet, les débats qui ont suivi le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne ont révélé la tendance à éclipser l'agentivité propre des sociétés post-soviétiques et post-socialistes. La brutalité de l'invasion russe et la force de la résistance ukrainienne ont pris au dépourvu la communauté universitaire, l'appelant à porter un regard critique sur la place centrale qu'occupe la Russie dans nos analyses des évolutions politiques, sociales, culturelles, identitaires ou économiques dans tout l'espace de l'ex-URSS. Cette invasion interroge ainsi les dynamiques de décomposition et de recomposition des ensembles sur lesquels nous travaillons. Enfin, elle questionne la domination – tant politique et économique que discursive et épistémique – exercée par la Russie sur d'autres sociétés de la région dans les époques passées, ainsi que les ruptures et les continuités dans sa politique d'influence aujourd'hui.

Les Journées d'étude sont ouvertes aux communications portant sur la période contemporaine comme sur les guerres du passé. Elles s'articulent autour de trois axes principaux : engagements et désengagements en temps de guerre ; mémoires et émotions en question ; décomposition et recomposition des espaces et sociétés issus de la guerre. Les communications consacrées aux nouveaux États indépendants, outre la Fédération de Russie, sont particulièrement encouragées.

Axe I. Engagements et désengagements en temps de guerre

Ce premier axe invite les participants à questionner les modes d'engagement et de désengagement des acteurs (individus, groupes ou institutions) pendant les conflits armés qui ont eu lieu dans l'espace impérial, soviétique et russe. Sont ainsi concernées les guerres « régulières » ou « totales » du passé, tout comme les « nouvelles » formes de conflits (Baczko et Dorronsoro 2017 ; Kaldor 2012 ; Linhardt et Moreau de Bellaing 2013 ; Marchal 2002) et la persistance des guerres interétatiques en ce début de XXI^e siècle (Braumoeller 2019). Dans une perspective historique, ethnographique, sociologique ou politique, les communications pourront s'intéresser aux acteurs militaires de ces conflits (armées en présence, combattants réguliers et irréguliers) qui mènent les opérations sur le terrain. Elles pourront aussi concerner le sort des populations civiles embarquées dans des affrontements violents et meurtriers. En regard, l'analyse pourra porter sur les acteurs et mouvements civils engagés dans l'action antimilitariste et anti-guerre, à l'exemple des associations de mères de soldats (Daucé 1997 ; Lebedev 2013), des mouvements féministes contre la guerre ou encore des associations pour la défense des droits humains. Aussi peut-on interroger les réactions des sociétés civiles face aux conflits militaires tels que l'intervention militaire soviétique en Afghanistan (Kamrany et Killian 1992), les guerres en Tchétchénie (Le Huérou 2007) ou l'invasion de l'Ukraine par les forces armées russes. Les réseaux de solidarité qui se forment autour de l'action humanitaire (Shukan 2018), y compris l'assistance aux personnes déplacées et aux populations restant en zone de conflit armé, constituent un intérêt particulier pour l'axe en question.

Les communications pourront également aborder les problématiques liées aux engagements et désengagements de différents groupes professionnels (universitaires, écrivains, journalistes, médecins, juristes, professeurs des écoles, entrepreneurs) ainsi qu'à leurs positionnements par rapport au « champ du pouvoir » (Bourdieu 2011 ; Matonti et Sapiro 2009) dans un contexte de conflit armé, quelle que soit son intensité. La non-prise de parole traduit-elle une prise de position et si oui, peut-on appréhender le silence et l'abstention comme un acte pour différentes raisons (sécurité personnelle, impossibilité de s'exprimer en raison des émotions, réticence à prendre parole face à la simplification du débat en temps de guerre) ? En outre, peut-on considérer le choix de l'exil comme une prise de position ? Surgit ainsi la question du positionnement des citoyens « ordinaires » en temps de guerre. Comment mesurer le (non-)consentement à la guerre compte tenu de la diversité des régimes politiques et des modes d'accès à l'information ?

Les participants pourront enfin interroger l'engagement dans des milieux artistiques : acteurs, humoristes, poètes, écrivains, chanteurs. Comment la production artistique peut-elle devenir un outil de lutte et de résistance (Andryczyk 2022 ; Karaliova 2016) ? Il est aussi légitime de s'interroger sur les modalités selon lesquelles les conflits armés déterminent non seulement le contenu des œuvres mais aussi leur forme : le choix des chanteurs et des poètes de changer leur langue d'expression pour montrer leur engagement peut en être un exemple.

Axe II. Mémoires et émotions en question

Ce deuxième axe a pour objectif de questionner le rapport entre les émotions et les traumatismes engendrés par la guerre, la façon dont ils forment et influencent les différents

types de mémoires et les façons dont cette mémoire est instrumentalisée au profit de la construction des récits nationaux.

Étudier la mémoire et les émotions dans un contexte de guerre reviendra à questionner les différences entre la mémoire individuelle, fortement impactée par les traumatismes vécus, la mémoire collective qui se forme à partir des « souvenirs distribués à l'intérieur d'une société grande ou petite » (Halbwachs 1950) et la mémoire institutionnalisée, telle qu'elle se présente à travers des récits historico-politiques produits par des acteurs étatiques ou paraétatiques. Si les événements traumatiques et les émotions entraînent une meilleure qualité d'encodage et assurent la fiabilité de la mémoire à l'échelle individuelle (Sauvayre 2010), ils ne se présentent pas de la même façon dans la mémoire collective. Celle-ci repose davantage sur les processus de sélection et d'oubli (Ricœur 2000 ; Todorov 1995) qui sont au demeurant propres à tout type de mémoire. L'écart entre la mémoire élogieuse et la mémoire *crue* de la guerre peut être étudié du point de vue des récits produits par les différents acteurs. C'est ainsi que dans son ouvrage *La guerre n'a pas un visage de femme* (1985), Svetlana Alexievitch explore la différence entre une mémoire masculine – qui se présente comme une mémoire héroïsée de la victoire – et une mémoire féminine, celle des « individus absorbés par une inhumaine besogne humaine » (Alexievitch 2004, p. 9).

Les héros et les exploits incroyables non seulement font partie des guerres réelles, mais sont aussi instrumentalisés dans ce qu'on appelle les « guerres de mémoires » (Amacher, Aunoble et Portnov 2021 ; Kuposov 2017). Souvent reliées aux violences armées, elles sont fortement marquées par des enjeux identitaires, car elles contribuent à façonner ou raviver les identifications et appartenances à la nation (Hutchinson 2017). Les enjeux de la préservation et de la manipulation d'une mémoire peuvent notamment être illustrés par la façon dont l'histoire de la Seconde Guerre mondiale a été mobilisée et détournée par le régime de Vladimir Poutine afin de justifier l'invasion de l'Ukraine lancée le 24 février 2022 (Weiss-Wendt et Adler 2021 ; Werth 2022). En littérature, les questions mémorielles peuvent être abordées au prisme de l'oubli, comme dans le roman de l'écrivain kirghiz Tchinguiz Aïtmatov (1928-2008) *Une journée plus longue qu'un siècle* (1980). L'auteur intègre dans son roman la « légende des mankourtes » qui sont torturés jusqu'à perdre leur mémoire « historique, nationale et familiale », et donc leur identité, afin de les transformer en esclaves. La mémoire se présente alors comme un élément identitaire majeur. De nombreuses problématiques découlent de ces exemples : de quelles façons la politique commémorative des pays en guerre contribue au déploiement du conflit et à la propagande ? Inversement, dans quelle mesure les conflits armés contribuent-ils à la consolidation de la mémoire collective ? Comment les œuvres artistiques et littéraires se transforment-elles en récits mémoriels en temps de guerre ou dans l'après-guerre ? Enfin, comment la guerre elle-même peut-elle devenir un objet d'esthétisation en arts et en littérature ?

La mémoire et les émotions sont articulées dans une relation complexe qui lie mémoire personnelle, mémoire collective et mémoire historique. D'une part, il peut s'agir d'un décalage entre « la puissance de l'émotion et le caractère fortement encadré de la commémoration », décalage observé notamment dans la mémorialisation de la prise d'otages de Beslan (Le Huérou 2019). D'autre part, la mémoire personnelle et familiale peut être instrumentalisée au niveau

national, comme le montre l'exemple des défilés du *Régiment immortel* dans différentes villes de Russie et d'autres pays, chaque année, le 9 mai, jour de la célébration officielle de la « Grande Victoire » sur l'Allemagne nazie (Ackerman 2019). Cet exemple nous amène à questionner les façons dont la mémoire individuelle peut être manipulée dans l'espace public ainsi que « les stratégies de l'oubli et de la remémoration » (Ricœur 2000) qui contribuent à cette manipulation.

Le dernier volet de cet axe peut être abordé au prisme de la dé-patrimonialisation et de la néo-patrimonialisation (Deschepper 2017) des monuments historiques et architecturaux, des musées et des objets d'art. Ces monuments et ces objets se présentent comme victimes des répercussions et comme acteurs des conflits. Leur valeur symbolique se voit ainsi transformée, parfois de manière radicale. En témoignent notamment l'ouverture de « musées de l'occupation soviétique » et de « musées de l'agression russe », ou encore le déboulonnement des statues comme « action directe contre un symbole » (Kurilla 2022) dans certains États issus de l'URSS. Les propositions pourront enfin explorer les voies par lesquelles s'expriment les différents types de mémoires et les façons dont elles sont instrumentalisées à des fins politiques.

Axe III. Décomposition et recomposition des espaces et sociétés issus de la guerre

Ce dernier axe vise à interroger les transformations induites par des conflits armés dans leur dimension spatiale et sociale. Durant la période soviétique et à son issue, les ensembles politiques, géographiques ou identitaires de l'ancienne URSS ont connu de multiples recompositions. Outre les négociations complexes entre le Centre (ou les centres) de pouvoir et les périphéries, les guerres ont ainsi largement contribué à la création de nouvelles frontières, qu'elles soient administratives ou symboliques. Les exemples sont abondants : de la guerre civile russe à l'annexion des pays baltes par l'Union soviétique en 1940, des conflits de sécession (Abkhazie, Haut-Karabagh, Ossétie du Sud, Tchétchénie, Transnistrie...) dans les années 1990 à la guerre russo-ukrainienne remontant à 2014 avec l'annexion illégale de la Crimée par la Russie et le début des hostilités dans le Donbass. Ces derniers conflits, survenus à la fin du XX^e et au début XXI^e siècles, relèvent d'ailleurs d'un obscurcissement de la distinction fondatrice entre la guerre et la paix (Linhardt et Moreau de Bellaing 2013 ; Manent 2016) : dans de plus en plus de cas ces temporalités ne sont pas clairement distinctes.

Les trois décennies qui se sont écoulées depuis la chute de l'URSS ont vu des dynamiques divergentes. D'une part, les trajectoires des États issus de l'Union soviétique se sont différenciées. Tandis que la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie ont rejoint l'Union européenne et l'OTAN, l'influence économique de la Chine ne cesse de grandir dans certains pays d'Asie centrale. Au Caucase, la transformation du conflit non résolu du Haut-Karabagh en une guerre de haute intensité, en 2020, a révélé la profondeur du rapprochement entre l'Azerbaïdjan et la Turquie. Enfin, l'opposition de la Russie aux projets d'intégration dans les structures euro-atlantiques portés par les élites politiques en Moldavie, en Géorgie et en Ukraine, a mené, dans les deux derniers cas, à des conflits armés non résolus à ce jour. D'autre part, des initiatives comme l'Organisation du traité de sécurité collective ou l'Union économique eurasiatique visent à relancer l'intégration des espaces issus de l'URSS. Bien que la Russie tienne un rôle dominant dans ces projets d'intégration régionale, leur fonctionnement reste à géométrie variable.

Les communications attendues pourront interroger les divers aspects de ces dynamiques spatiales en s’inspirant d’approches disciplinaires variées (géographie, histoire, sociologie, science politique, études aréales...). À partir des terrains d’enquête menés à différentes échelles, elles pourront notamment poursuivre la réflexion engagée sur les liens entre (dé)mobilisations combattantes et trajectoires étatiques dans l’espace de l’ex-URSS (Le Huérou et Serrano 2021). Dans quelle mesure ces conflits contribuent-ils à des trajectoires post-soviétiques de construction étatique et nationale (Radvanyi 2011) ? Comment ces conflits influencent-ils les représentations géopolitiques, officielles comme populaires, des espaces nationaux ou transnationaux, « centraux » ou « périphériques » dans la zone de l’ex-URSS (Suslov 2020) ? Comment peut-on décrire et analyser les stratégies d’aménagement et d’appropriation de l’espace (érection ou démantèlement de monuments, affichage de drapeaux, construction ou démolition de bâtiments), portées par différents acteurs au cours ou à la suite d’un conflit armé ? Comment les déplacements des populations liés aux violences de guerre constituent-ils de nouveaux espaces diasporiques et/ou espaces frontaliers (Fedor, Kangaspuro, Lassila et Zhurzhenko 2017) ?

Les communications pourront aussi porter, pour la période la plus récente, sur la dimension numérique et connectée des conflits en cours et sur les résistances en ligne qui surgissent (Ermoshina et Musiani 2022 ; Giacomello et Siroli 2016). Le déploiement d’Internet dans les États post-soviétiques a été pensé à ses débuts dans une logique d’intégration au réseau numérique mondial. Depuis le début des années 2010, le renforcement des régulations et des contrôles étatiques sur Internet pose la question de l’émergence de nouvelles frontières numériques et, dans un contexte d’affrontement militaire, de la fragmentation du réseau selon de nouvelles logiques régionales et locales.

Ces Journées d’étude constitueront enfin l’occasion de poursuivre la discussion sur le (non-)sens du concept de « post-soviétisme » (Fauve et al. 2015). Est-il toujours pertinent de parler de « l’espace post-soviétique » dans ses dimensions linguistique, culturelle, économique et géopolitique ? Sinon, assiste-on plutôt à la multiplication *des* mondes et trajectoires « post-soviétiques » ou encore à de nouvelles formes d’hybridation spatiale et temporelle, qui relèvent notamment des vécus et ressentis identitaires des populations (Ibañez-Tirado 2015) et ne peuvent être saisies à l’aide d’un seul qualificatif (Müller 2019) ? À cet égard, le terme « Russie » constitue un cadre épistémique plutôt qu’il ne désigne une réalité tangible (Byford 2022). Le recours de plus en plus fréquent aux approches relevant du courant post-colonial ou décolonial (Chari et Verdery 2009 ; Morozov 2015 ; Tlostanova 2012) permet-il de mieux capter ces hybridations tout en décloisonnant les « études post-soviétiques/post-socialistes » ?

* * *

Les propositions de communication – textes d’environ 500 mots accompagnés d’une bibliographie et d’une courte biographie de l’auteur – sont attendues pour le 31 octobre 2022. Elles doivent être envoyées à gdrus.journeedetude@gmail.com.

Les résultats de sélection seront communiqués avant le 15 novembre 2022.

Références bibliographiques

- Ackerman, Galia (2019), *Le Régiment immortel : la guerre sacrée de Poutine*, Paris, Premier Parallèle, 285 p.
- Alexievitch, Svetlana (2004 [1985]), *La guerre n'a pas un visage de femme*, trad. fr. G. Ackerman et P. Lequesne, Paris, Presses de la renaissance, 398 p.
- Amacher, Korine, Eric Aunoble et Andrii Portnov (2021), *Histoire partagée, mémoires divisées: Ukraine, Russie, Pologne*, Lausanne, Antipodes, 439 p.
- Andryczyk, Mark (dir.) (2022), « Ukrainian Culture and the War in the Donbas », *East/West : Journal of Ukrainian Studies*, vol. 9, n° 1, 279 p.
- Baczko, Adam et Gilles Dorronsoro (2017), « Pour une approche sociologique des guerres civiles », *Revue française de science politique*, vol. 67, n° 2, p. 309-327.
- Blanchard, Pascal et Isabelle Veyrat-Masson (dir.) (2008), *Les guerres de mémoires. La France et son histoire. Enjeux politiques, controverses historiques, stratégies médiatiques*, Paris, La Découverte, 336 p.
- Bourdieu, Pierre (2011), « Champ du pouvoir et division du travail de domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 190, p. 126-139.
- Braumoeller, Bear F. (2019), *Only the Dead : The Persistence of War in the Modern Age*, New York, Oxford University Press.
- Byford, Andy (2022), « Russia as an Epistemic Frame », *Ab Imperio*, n° 1, p. 73-84.
- Chari, Shared et Katherine Verdery (2009), « Thinking between the Posts : Postcolonialism, Postsocialism, and Ethnography after the Cold War », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 51, n° 1, p. 6-34.
- Daucé, Françoise (1997), « Les mouvements de mères de soldats à la recherche d'une place dans la société russe », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 28, n° 2, p. 121-154.
- Deschepper, Julie (2017), « Mémoires plurielles et patrimoines dissonants : l'héritage architectural soviétique dans la Russie poutinienne », *Le Mouvement Social*, vol. 260, n° 3, p. 35-52.
- Epple, Nikolai (2020), *Neudobnoe proshloe. Pamât' o gosudarstvennykh prestupleniâkh v Rossii i drugikh stranakh* [Un passé embarrassant. Sur les crimes d'État en Russie et dans d'autres pays], Moscou, NLO, 576 p.
- Ermoshina, Ksenia et Francesca Musiani (2022), « Internet, technologie de puissance dans un monde déchiré par la (cyber-)guerre », *AOC*, 18 mai 2022, en ligne sur <https://aoc.media/analyse/2022/05/17/internet-technologie-de-puissance-dans-un-monde-dechire-par-la-cyber-guerre/>.
- Fauve, Adrien, Clémentine Fauconnier, Guillaume Sauvé, Tatyana Shukan et Amélie Zima (dir.) (2015), « Repenser le post-communisme ? Entre études aréales et sociologie politique comparative », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 3, 232 p.

- Fedor, Julie, Markku Kangaspuro, Jussi Lassila et Tatiana Zhurzhenko (dir.) (2017), *War and Memory in Russia, Ukraine and Belarus*, New York, Palgrave Macmillan, 506 p.
- Gajdaj, Oleksandra (2018), *Kam'janij gist'. Lenin u Central'nij Ukraini* [Le convive de pierre. Lénine en Ukraine médiane], Kiev, K.I.C., 280 p.
- Giacomello, Giampiero et Gian Piero Siroli (2016), « War in Cyberspace », in V. Ilari (dir.), *Future Wars : Storia della Distopia Militare*, Milan, Acies Edizioni, p. 693-701.
- Halbwachs, Maurice (1950), *La mémoire collective*, Paris, PUF, 172 p.
- Hutchinson, John (2017), *Nationalism and War*, Oxford, Oxford Academic, 232 p.
- Ibañez-Tirado, Diana (2015), « “How can I be post-Soviet if I was never Soviet ?” Rethinking categories of time and social change – a perspective from Kulob, southern Tajikistan », *Central Asian Survey*, vol. 34, n° 2, p. 190-203.
- Kaldor, Mary (2012), *New and Old Wars : Organised Violence in a Global Era*, 3^{éd.}, Londres, Polity, 224 p.
- Kamrany, Nake M. et David T. Killian (1992), « Effects of Afghanistan War on Soviet Society and Policy », *International Journal of Social Economics*, vol. 19, n° 7-9, p. 129-151.
- Karaliova, Tatsiana (2016), « Not on Your Air : Resistance and Search for National Identity in Songs of Banned Belarusian Artists », *International Communication Research Journal*, vol. 51, n° 1.
- Koposov, Nikolay (2017), *Memory Laws, Memory Wars : The Politics of the Past in Europe and Russia*, Cambridge, Cambridge University Press, 338 p.
- Kurilla, Ivan (2021), *Bitva za prošloe. Kak politika menâet istoriû* [Combat autour du passé. Comment la politique change l'histoire], Moscou, Alpina Publishers, 232 p.
- Lebedev, Anna (2013), *Le Cœur politique des mères : analyse du mouvement des mères de soldats en Russie*, Paris, Éditions de l'EHESS, 246 p.
- Le Huérou, Anne (2007), « La société civile en Russie face à la guerre en Tchétchénie », in A. Merlin (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, p. 189-200.
- Le Huérou, Anne (2019), « Une mémoire sous contraintes : la commémoration de la prise d'otages de Beslan », *Ethnologie française*, vol. 49, n° 1, p. 103-118.
- Le Huérou, Anne et Silvia Serrano (dir.) (2021), « Anciens combattants et construction de l'État en ex-URSS », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 1, 274 p.
- Linhardt, Dominique et Cédric Moreau de Bellaing (dir.) (2013), « Ni guerre, ni paix », *Politix*, n° 104, 250 p.
- Manent, Pierre (2016), « Retour ou déclin de la guerre ? », *Inflexions*, n° 33, p. 85-94.
- Marchal, Roland (2002), « Les frontières de la paix et de la guerre », *Politix*, n° 58, p. 39-59.
- Matonti, Frédérique et Gisèle Sapiro (dir.) (2009), « Engagement intellectuels : sociologie publique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 176-177, 160 p.

- Morozov, Viatcheslav (2015), *Russia's Postcolonial Identity : A Subaltern Empire in a Eurocentric World*, London, Palgrave Macmillan, 218 p.
- Müller, Martin (2019), « Goodbye, Postsocialism ! », *Europe-Asia Studies*, vol. 71, n° 4, p. 533-550.
- Radvanyi, Jean (dir.) (2011), *Les États postsoviétiques. Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, Paris, Armand Colin, 272 p.
- Ricœur, Paul (2000), *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 734 p.
- Sauvayre, Romy (2010), « Mémoires, oubli et émotions : la question de la fiabilité des témoignages dans les enquêtes de sciences sociales », *Revue des Sciences Sociales*, n° 44, p. 110-118.
- Shukan, Ioulia (2018), « Émotions, liens affectifs et pratiques de soin en contexte de conflit armé. Les ressorts de l'engagement des femmes bénévoles dans l'assistance aux blessés militaires du Donbass », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 49, n° 2, p. 131-169.
- Suslov, Mikhail (2020), *Geopolitical Imagination : Ideology and Utopia in Post-Soviet Russia*, Stuttgart, Ibidem, 291 p.
- Tlostanova, Madina (2012), « Postsocialist ≠ postcolonial ? On Post-Soviet Imaginary and Global Coloniality », *Journal of Postcolonial Writing*, vol. 48, n° 2, p. 130-142.
- Todorov, Tzvetan (1995), *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 61 p.
- Weiss-Wendt, Anton et Nanci Adler (dir.) (2021), *The Future of the Soviet Past : The Politics of History in Putin's Russia*, Bloomington, Indiana University Press, 270 p.
- Werth, Nicolas (2022), *Poutine historien en chef*, Paris, Gallimard, 64 p.

Comité d'organisation :

Jules Sergei Fediunin, docteur en science politique rattaché au CREE de l'INALCO et post-doctorant au CESPRA de l'EHESS

Anastasia Kozyreva, doctorante contractuelle en littérature au CREE de l'INALCO

Kevin Limonier, maître de conférences en géographie et en études slaves à l'IFG de l'Université Paris 8

Coline Maestracci, doctorante en science politique au CEVIPOL de l'Université libre de Bruxelles

Hanna Perekhoda, assistante diplômée et doctorante en histoire politique à l'Université de Lausanne

Daria Petushkova, doctorante contractuelle en socio-histoire au CREE de l'INALCO et au CESSP de l'EHESS

Comité scientifique :

Membres du conseil scientifique du GDRus.